

Internationaux contre la spirale de haine au Proche-Orient

Gérard Fayä

Depuis juin 2001, la solidarité avec la population des Territoires occupés de Palestine s'affirme sous une forme nouvelle : celle des missions civiles de protection du peuple palestinien¹. Des citoyens de tous pays, de tous âges, de tous milieux sociaux, viennent dans les Territoires occupés avec le souci fondamental de contribuer à protéger un peuple victime d'une agression dont la brutalité et le cynisme n'ont cessé de s'amplifier depuis la provocation d'Ariel Sharon, le 28 septembre 2000.

Les missions civiles et leurs actions

Les volontaires des missions inscrivent leurs déplacements dans le prolongement des actions qui ont été initiées, dès le lendemain de la guerre de 1967, en solidarité concrète et durable avec les Palestiniens². Ils veulent également s'informer des conditions réelles de la survie dans les Territoires occupés pour pouvoir en témoigner à l'extérieur. Mais, refusant le rôle de témoins passifs, ils multiplient les protestations contre les humiliations et les violences que subissent quotidiennement les Palestiniens³. Ils interviennent devant les *check points* qui paralysent la vie économique, interdisent le transport des malades et des blessés comme les déplacements de travail, empêchent élèves et étudiants de se rendre dans leurs établissements. Ils interpellent les soldats israéliens pour leur faire prendre conscience de l'injustice et de la cruauté des mesures qu'ils appliquent. A chaque occasion, ils manifestent devant des lieux symboliques, comme la Maison de l'Orient à Jérusalem Est ou les postes-frontières qui isolent la bande de Gaza du reste du monde. Ils

refusent ainsi de se soumettre aux ordres qui relèvent de la guerre déclarée par le gouvernement d'Ariel Sharon⁴, encourageant de plus en plus souvent les voies de fait de l'armée. Ils affirment par là que «*la résistance à l'oppression est un droit fondamental*», que «*l'exigence de justice reste bien vivante sous tous les horizons de la planète*» ; résolus à défendre les droits nationaux du peuple palestinien, ils contribuent par leurs actions non-violentes à «*désamorcer la spirale de haine où se trouve aspiré le Proche-Orient*»⁵. Des centaines de volontaires convergent désormais vers la Palestine, chaque mois, parfois en missions indifférenciées, parfois en groupes professionnellement homogènes de médecins⁶, de juristes⁷, d'élus politiques⁸, de journalistes⁹, d'écrivains¹⁰...

Peu couvertes par les médias jusqu'au printemps 2002, ces missions l'ont été davantage en mars-avril lorsqu'elles ont été confrontées à l'offensive déclenchée contre Ramallah et les autres villes auxquelles une certaine autonomie avait été accordée dans le prolongement des accords d'Oslo. Des témoignages de militants engagés dans ces missions ont été publiés. A leur retour, les volontaires de ces missions ont été amplement sollicités pour intervenir dans des émissions de radio et de télévision et pour animer des réunions publiques, en particulier dans des universités. Mais quelques critiques d'une rare violence se sont aussi fait entendre. Certaines personnalités ont été accusées de n'être allés dans les Territoires occupés que pour exister médiatiquement et d'avoir pris parti (écrivent certains détracteurs parisiens) dans un conflit dont ils ignorent les tenants et les aboutissants, dévoilant leur antisémitisme fondamental. Et d'ailleurs, interroge-t-on, de quel droit ces syndicalistes et ces journalistes se permettent-ils de critiquer l'armée israélienne lorsqu'elle pourchasse des «terroristes»¹¹? Au passage, les internationaux qui ont vécu l'événement sont accusés d'outrances et de faux témoignages : ils n'auraient pas été assiégés au palais présidentiel de Yasser Arafat mais seulement «encerclés» ; ils jouent aux combattants de nouvelles brigades internationales mais ils n'ont essayé aucun coup de feu, ce qui prouverait que Tsahal ne voulait tuer personne ; eux aussi se sont trompés de camp en volant au secours d'hommes que le gouvernement israélien poursuivait légitimement. Ces affirmations, assénées dans des publications habituellement crédibles, relèvent de la diffamation et demandent à être démenties. Ayant été nous-mêmes présents au palais présidentiel de Ramallah du dimanche 31 mars jusqu'au matin du 2 mai, nous pouvons témoigner des réalités du siège et du sens de

notre présence.

Les volontaires internationaux qui se sont trouvés réunis à la Mouqata'a le 31 mars dans l'après-midi n'étaient pas un groupe constitué. Français pour la plupart, ils étaient arrivés deux ou trois jours plus tôt en Palestine¹² et avaient appris, dès le 29 mars, qu'Ariel Sharon avait déclenché l'offensive qu'il prévoyait sans doute de longue date¹³. Nous étions entrés clandestinement à Ramallah alors que l'agglomération était déjà déclarée «zone de guerre»¹⁴. Des chars Merkava parcouraient sans arrêt les principales artères de la ville. Des snipers avaient été installés dans les étages élevés de certains immeubles et tiraient sur toute personne circulant dans les rues, y compris sur celles qui cherchaient à porter secours aux blessés.

Le matin même, rassemblés dans la grande salle d'un hôtel, nous nous étions ralliés à la proposition courageuse de Claude Léostic et de José Bové : un groupe de volontaires, bravant le couvre-feu, allait se rendre à l'hôpital pour donner du sang aux blessés qui devaient s'y trouver. Nous étions partis dans une ville déserte, aux chaussées défoncées par les chenilles des blindés, derrière José Bové agitant une écharpe blanche à chaque carrefour et Claude Léostic parlementant avec les militaires israéliens chaque fois que c'était possible. Une fois arrivés à l'hôpital, encerclé par des blindés, nous avons appris que les infirmiers et les médecins n'avaient pas besoin de sang parce que les rares ambulances qui circulaient n'apportaient que des morts. En revanche, de la Mouqata'a, parvenaient des nouvelles très inquiétantes : il y avait des morts et des blessés, très peu de médicaments et de personnels de santé. Sans aucun doute, l'armée israélienne s'apprêtait à resserrer le siège, peut-être à lancer un assaut meurtrier qui serait fatal pour le président de l'Autorité palestinienne et pour tous ceux qui étaient assiégés avec lui. La majorité d'entre nous avait décidé de renouveler l'action menée la veille. Nous allions nous rendre au Quartier général de Yasser Arafat pour y apporter des médicaments et du matériel chirurgical, et pour y rester si notre présence pouvait retarder ou empêcher l'attaque.

Le siège de l'Autorité palestinienne

A la Mouqata'a, le dimanche 31 mars dans l'après-midi, nous avons rejoint des hommes qui venaient de subir deux jours et deux nuits d'attaques très dures, conduites par des chars entraînant des troupes à pied supérieurement armées. Deux Palestiniens avaient été tués et

quatre grièvement blessés. L'armée israélienne menaçait en permanence les occupants du palais : tireurs abrités derrière des sacs de sable dans les bâtiments qui nous faisaient face, déplacements de véhicules blindés, explosions et tirs d'armes automatiques chaque nuit. Conscients de leur vulnérabilité dans des bâtiments qui n'avaient rien d'un bunker et de l'infériorité de leurs armements, les quelque 250 hommes qui se trouvaient là redoutaient le pire : la mort après un assaut meurtrier, de graves blessures ou un long emprisonnement.

D'emblée, nous avons pris la mesure du mensonge derrière lequel se dissimulait l'offensive voulue par Ariel Sharon : les hommes qui entouraient Yasser Arafat étaient des policiers et des soldats équipés d'armes légères qu'ils avaient été autorisés à détenir, des responsables et des employés de l'Autorité palestinienne, des médecins et des infirmiers, des musiciens de la fanfare... Ces hommes aux fonctions diverses relevaient de plusieurs formations politiques. Surpris par l'attaque israélienne pendant la nuit du 28 au 29 mars, considérés depuis lors comme des terroristes ou des suppôts du terrorisme, ils étaient unis autour de Yasser Arafat par une commune obstination à ne pas se rendre : nous nous sommes sentis immédiatement et profondément solidaires de leur résistance, heurtés par la lâcheté et l'illégitimité de l'attaque dont ils étaient l'objet. Ayant compris que notre simple présence au milieu d'eux constituait une protection, nous décidâmes de rester jusqu'à la fin du siège aussi nombreux que nous le pourrions¹⁵.

Pendant 31 jours, nous avons donc partagé la même difficile existence dans des locaux rendus insalubres par la destruction des canalisations d'eau courante, privés de nourriture en quantité suffisante, parfois même d'eau potable¹⁶. Nous avons admiré la patience avec laquelle nos amis palestiniens supportaient les privations de toutes sortes tout en demeurant vigilants, montant la garde à tour de rôle par périodes de six heures, évitant tout mouvement qui aurait pu servir de prétexte aux Israéliens pour re-attaquer.

Après l'arrivée des internationaux, les tirs directs contre les occupants du palais présidentiel ont pratiquement cessé. Chaque nuit passée sans reprise de l'assaut faisait l'effet d'une victoire et éloignait le spectre d'une issue tragique. Mais la menace était persistante : conjuguée avec les privations de nourriture, de boisson, de tabac, de lectures, d'activités bien définies, elle contribuait à maintenir dans les bâtiments où nous nous trouvions une tension permanente. Nous

rendions compte de tout cela à l'extérieur et devions dénoncer régulièrement les fausses informations diffusées par les services israéliens.

Il nous fallut également déjouer les manœuvres destinées à décider le plus grand nombre possible d'entre nous à quitter les lieux. Ainsi, le dimanche 21 avril, nous parvint un appel téléphonique en provenance de la représentation de l'Union européenne. On nous annonçait que des commandos spéciaux se dirigeaient vers la Mouqata'a et que nous devions nous attendre à un assaut imminent que laissait prévoir un article publié dans *Ha'aretz* le même jour. Une heure plus tard, nous apprenions que le consul de France à Jérusalem qui, depuis trois semaines, demandait aux Israéliens l'autorisation de nous rendre visite, venait d'obtenir cette permission. Nous ayant rejoints, M. Denis Pietton confirma la menace et proposa aux internationaux qui le souhaitaient de quitter le palais présidentiel sur l'heure. Nous en discutâmes et évaluâmes le risque : si ceux qui avaient l'intention de quitter la Mouqata'a acceptaient de partir avec le consul de France, les Israéliens seraient plus libres de donner l'assaut ; ceux des internationaux qui seraient tués ou blessés pourraient être considérés comme pleinement responsables de ce qui leur était arrivé. Ceux qui devaient quitter le palais présidentiel le firent le lendemain, après qu'une dizaine de militants d'International Solidarity Movement eurent réussi à s'introduire dans le palais, assurant en quelque sorte la relève que nous souhaitions.

Le jeu diplomatique

A partir du 6 avril, la venue de diplomates, de journalistes, de parlementaires de différents pays, signifiait, à nos yeux, que plusieurs gouvernements ne toléreraient plus qu'il soit porté atteinte au président Arafat, consacré comme représentant légitime du peuple palestinien et comme partenaire irremplaçable si l'on voulait un jour renouer avec des «pourparlers de paix».

Nos espoirs s'amplifièrent quand, le 10 avril au soir, nous reçûmes copie des deux pages de résolutions qui avaient été contresignées le jour même à Madrid par Kofi Annan, secrétaire général des Nations Unies, Colin Powell, secrétaire d'Etat américain à la Défense (qui commençait alors une tournée méditerranéenne), Igor Ivanov, ministre pour la Politique étrangère et la Sécurité commune. Précises et claires, ces résolutions enjoignaient Israël de suspendre immédiatement ses opérations militaires, de retirer ses troupes des villes

palestiniennes (dont Ramallah), de lever le siège du Quartier général du président Arafat, de se conformer aux principes humanitaires, d'assurer la protection des populations civiles, etc.

Colin Powell avait été mandaté par le «Quartet» pour transmettre aux responsables israélien et palestinien les demandes qui leur étaient adressées. Mais il semble que dès sa première rencontre avec Ariel Sharon, celui-ci lui ait fait part de sa décision de ne tenir aucun compte des résolutions de Madrid et d'aller jusqu'au bout de son offensive, désignée comme son «travail», voire sa «mission». Ariel Sharon n'a autorisé, semble-t-il, Colin Powell à se rendre auprès de Yasser Arafat qu'à condition qu'il se fasse le messager des exigences israéliennes : pour que soit levé le siège du palais présidentiel, devaient être livrés à l'Etat hébreu les quatre militants palestiniens accusés de participation à l'assassinat de Rehavam Zeevi, l'ancien ministre du Tourisme, et deux autres responsables soupçonnés d'avoir collaboré à des organisations «terroristes».

A partir de la deuxième visite de Colin Powell à la Mouqata'a, le 17 avril, commencèrent de longues tractations. Les présumés coupables furent jugés par un tribunal réuni pour la circonstance et condamnés à des peines de prison, moins pour leurs actes que pour les circonstances dans lesquelles ils avaient agi (après un cessez-le-feu ordonné par Yasser Arafat, avec des armes détenues sans autorisation de l'Autorité palestinienne...). Les condamnés furent transférés dans une prison à Jéricho sous contrôle d'Américains et de Britanniques, le 1er mai au soir et le siège fut levé la nuit suivante. Pour Yasser Arafat, un point essentiel était acquis : les inculpés avaient été jugés par une instance palestinienne et purgeraient leurs peines en territoire autonome. Mais les condamnations prononcées ont semé un trouble durable parmi les Palestiniens¹⁷.

L'Union européenne a, tout autant que les Etats-Unis, capitulé devant le gouvernement Sharon : alors même que se tenait la réunion de Madrid, le Parlement européen adoptait 14 résolutions d'une grande fermeté condamnant l'escalade militaire en cours, demandant l'application immédiate des décisions du Conseil de sécurité des Nations unies et la suspension des Accords d'association entre Israël et l'Union européenne. Pourtant, dès le lendemain, Jean-Carlo Chevillard, représentant de la Commission européenne à Tel-Aviv, déclarait au journal *Ha'aretz* qu'il n'y avait à peu près aucune chance que l'exécutif de l'Union applique les résolutions du Parlement¹⁸.

La faiblesse de la réaction du président de la République française et

du Premier ministre devant l'offensive de Sharon doit également être soulignée. En tant que membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, en tant que membre de l'Union européenne, cosignataire des résolutions de Madrid, en tant que Haute Partie Contractante de la Quatrième Convention de Genève, la France pouvait, et donc devait, proposer des sanctions politiques propres à influencer le gouvernement israélien. Mais, en période d'élections présidentielles, aucun des deux principaux candidats n'a voulu, semble-t-il, prendre le risque de s'aliéner une part numériquement peu importante mais influente de son électorat. Une fois de plus, la politique française s'est servie de la passivité de ses partenaires européens et des Etats-Unis pour excuser son incapacité à agir.

Un mois après la levée du siège, dans la nuit du 5 au 6 juin, les blindés israéliens sont revenus investir le palais présidentiel. Ils ont tiré avec des armes lourdes atteignant les bureaux et même la chambre de Yasser Arafat, faisant un mort et plusieurs blessés. Les pratiques d'Ariel Sharon sont décidément les mêmes : maintenir la pression maximale autour du vieux chef, en principe pour le forcer à restructurer un «gouvernement» que l'on a privé de tout moyen d'exercer un quelconque pouvoir. Poursuivant son plan de destruction des institutions autonomes et de balkanisation des différentes enclaves palestiniennes, Ariel Sharon a voulu réduire le centre névralgique de l'Autorité. Mais Yasser Arafat n'a pas capitulé. La résistance du peuple palestinien continue.

A Ramallah, à Tulkarem, à Jenine, à Naplouse, à Gaza..., l'armée israélienne tire sans sommations, tue et arrête qui elle veut, détruit sans retenue. Ariel Sharon et ses ministres répètent à l'envi que Tsahal peut tout se permettre puisque la communauté internationale a laissé faire *Defensive shield*. Du moins les missions civiles ont-elles contribué à retarder l'aboutissement programmé de l'offensive israélienne. Comme l'ont écrit José Bové, Rony Brauman et Nahla Shahal, en réponse aux diffamations de Claude Lanzmann, «*ce que ces groupes ont accompli, aucun gouvernement ou organisme politique ne le faisait, aucune institution humanitaire ne le pouvait. Leur action a bloqué l'étau dans lequel le gouvernement israélien s'était promis d'étouffer le président de l'Autorité palestinienne*»¹⁹. Rien n'est pourtant définitivement acquis. Le mouvement social mondial doit continuer la lutte aux côtés du peuple palestinien.

Gérard Fay, géographe, Maître de Conférence à l'Université Paris 7, a travaillé de longues années au Maghreb et en Afrique intertropicale comme enseignant-chercheur et expert des Nations Unies (FAO-FIDA). Engagé depuis 1991 dans le soutien au peuple palestinien, il préside actuellement l'association France Palestine Paris-Sud et le Collectif Interuniversitaire pour la Coopération avec les Universités Palestiniennes (CICUP)

Notes :

1. La première de ces missions, qui se désignait «Délégation du mouvement social», s'est rendue en Palestine du 16 au 23 juin 2001. Elle comprenait en particulier : Jean-Claude Amara (Droits Devant!!), José Bové (Confédération paysanne), Fathia Damiche (Mouvement de l'Immigration et des Banlieues), Jean-Baptiste Eyraud (Droit au Logement), Marcel-Francis Kahn (Collectif des citoyens d'origine arabe ou juive), Lana Sadek (Association des Palestiniens en France), Evelyne Sire-Marin (Syndicat de la Magistrature) ainsi que la photographe Joss Dray, le cinéaste Samir Abdallah et plusieurs journalistes dont Denis Sieffert, auteur de l'excellent reportage «Israël-Palestine, la logique de l'apartheid», Politis, 28 juin 2001.

2. En particulier dans le cadre de l'Association Médicale Franco-Palestinienne, née en 1974, et de l'Association France-Palestine, fondée cinq ans plus tard. Les deux associations ont fusionné dans France Palestine Solidarité en mai 2001.

3. Nahla Shahal, «Retisser des liens dans le mouvement de solidarité. Entretien avec Bernard Ravenel», Pour la Palestine, n°35, juillet 2002.

4. Les membres de la 11ème mission et José Bové, Retour de Palestine. Campagne civile pour la protection du peuple palestinien, Paris, Arthème Fayard, Mille et une nuits, 2002.

5. Rony Brauman, «La diplomatie du faible au fort», préface à Retour de Palestine...

6. Parmi lesquels Marcel-Francis Kahn, Paul Milliez, Christophe Oberlin et les équipes de Médecins du monde qui ont engagé d'importantes coopérations avec les institutions sanitaires palestiniennes.

7. Mireille Mendès France, «Mission d'avocats, Cisjordanie, 24 avril-2 mai 2002», Pour la Palestine, n° 35, juillet 2002.

8. Missions comprenant des parlementaires européens comme Alima Boumedienne, Alexandros Alavanos, Alain Krivine, Roseline Vachetta, Francis Wurtz, des sénateurs de différentes nationalités, Fernand Tuil, président de l'Association pour la promotion des jumelages entre villes de France et camps de réfugiés palestiniens.

9. Comme cette mission organisée par le syndicat des journalistes CGT qui s'est déroulée du 29 juin au 7 juillet 2002.

10. Une délégation du Parlement international des écrivains, composée de Russel Banks, Breyten Breytenbach, Vincenzo Consolo, Bei Dao, Juan Goytisolo, José Saramago, Wole Soyinka, s'est rendue en Palestine en compagnie de son secrétaire général, Christian Salmon, le 24 mars 2002.

11. Pour Elie Barnavi, José Saramago, comparable à José Bové et à beaucoup d'autres, est un «touriste humanitaire et bien-pensant», parti quelques jours en Palestine occupée, «pour conforter une idée qu'il s'est faite chez lui, devant sa télé, entouré de ses livres et confit dans sa bonne conscience» («Mots à maux», Libération, 10 avril 2002). Pour Claude Lanzmann, les internationaux qui se sont rendus dans les Territoires occupés palestiniens lors de la 11ème mission civile n'auraient guère été exposés... qu'à des caméras de télévision ; ils auraient menti en prétendant avoir passé un mois «dans un complexe de bâtiments présidentiels en voie d'anéantissement sous l'implacable canonade de chars israéliens» puisqu'aucun d'entre eux n'a perdu la vie et que les immeubles de la Mouqata'a sont, «pour la plupart demeurés intouchés» («Les délires de la haine anti-israélienne», Le Monde, 10 mai 2002).

12. Dans le cadre de la 11ème mission civile, organisée conjointement par France Palestine Solidarité et la CCPPP à l'occasion de la Journée de la Terre du peuple palestinien (30 mars), coïncidant cette année avec les fêtes de Pâques.

13. Cette offensive fut présentée comme une riposte à l'attentat qui, à Netanya, avait fait 22

morts et une centaine de blessés et appelée Defensive Shield, expression que l'on traduit habituellement en français par «Rempart protecteur». Bien que cette action ait été immédiatement revendiquée par le Mouvement de la résistance islamique (Hamas), Ariel Sharon en a déduit que Yasser Arafat devait être définitivement considéré comme un «ennemi d'Israël», «à la tête d'une coalition terroriste», et il ajoutait que «les forces israéliennes poursuivraient l'Autorité palestinienne dans l'ensemble de ses territoires». Comment ne pas observer cependant que Defensive Shield a été décidée alors qu'à Beyrouth 22 pays de la Ligue arabe venaient d'adopter à l'unanimité le plan de paix présenté par le prince héritier saoudien, Abdallah ben Abdelaziz, prévoyant la normalisation de leurs relations avec l'Etat hébreu dès qu'Israël aurait évacué les Territoires occupés depuis 1967 et permis la proclamation d'un Etat palestinien souverain sur ces Territoires avec la partie orientale de Jérusalem pour capitale?

14. Française vivant à Ramallah avec sa famille depuis une vingtaine d'années, Claude Abou Samra a décrit ce que fut ce terrible mois d'avril 2002 dans cette ville. Elle conduisit elle-même à l'hôpital un voisin de 74 ans qui, blessé par balles, était demeuré 24 heures sans soins dans son appartement parce qu'aucune ambulance ne pouvait venir le chercher. Elle raconte : «J'apprends qu'un voisin de 74 ans est blessé par balles, dans sa maison, depuis 24 heures sans soins, aucune ambulance ne pouvant circuler. Je décide d'essayer de le conduire à l'hôpital. J'arrive au moment où le personnel médical fait creuser une fosse commune dans le parking pour enterrer 25 cadavres que les chambres froides de l'hôpital ne peuvent garder» («Le sentiment de revivre la Naqba», Pour la Palestine, n°35, juillet 2002) Tous ceux qui nient la réalité des crimes commis lors des offensives commandées par le gouvernement Sharon devraient lire de tels témoignages.

15. Les volontaires entrés au palais présidentiel le 31 mars y ont rejoint des militants de différentes nationalités qui s'y trouvaient déjà. Nous sommes devenus les «Quarante de la Mouqata'a» et nous le sommes restés quoi qu'il en fût des départs et des arrivées. Nous considérons que les Israéliens hésiteraient d'autant plus à attaquer qu'ils ne sauraient jamais exactement combien de personnes, ressortissant de quelles nationalités, se trouvaient là.

16. Les approvisionnements fournis par le Croissant Rouge palestinien nous parvenaient seulement lorsque les militaires israéliens autorisaient leur venue. Les camions devaient être déchargés à une centaine de mètres ; leur contenu était acheminé sur de petites charrettes et déchargé par les internationaux, seuls autorisés à sortir des bâtiments ; l'opération pouvait durer 3 heures ; nous sommes restés jusqu'à neuf jours sans recevoir ni nourriture ni eau.

17. L'avocat commis d'office pour défendre les accusés devant le tribunal improvisé aurait plaidé à peu près en ces termes : «Allez-vous condamner ces hommes qui sont des résistants alors que l'Etat israélien décore et promet des officiers qui se rendent coupables de crimes inqualifiables contre notre peuple?»

18. François Weiser, «Vaincre la surdité d'Israël, mettre en place des sanctions économiques et politiques», Al Mouqata'a, 16 avril 2002.

19. «Les délires du mépris anti-palestinien», Le Monde, 17 mai 2002.

